Curriculum vitae
en vue de la candidature à l'élection de membre de la
Commission du droit international des Nations Unies
Mandat 2023 – 2027

M. Mingashang Ivon

Congolais (R.D.C.)

[redacted]

- **Diplômes et certificats**

- Docteur en Sciences juridiques (Orientation droit international public) de l'Université libre de Bruxelles, 2008 ;

- Diplôme de « Maître Spécial en gestion fiscale » à la *Solvay Brussels School of Economics & Management*, juillet 2010 ;

- Titulaire d'un Mastère en Théorie et Philosophie du droit de l'Académie européenne de Théorie du droit, (*Katholieke Universiteit of Brussel* -KUB-/ Facultés Universitaires Saint-Louis de Bruxelles), 2008 ;

- Diplômé d'études approfondies en droit international de l'Université libre de Bruxelles, 2003 ;

- Diplômé d'études spécialisées en droit international public de l'Université libre de Bruxelles, 2002 ;

- Licencié en Philosophie des Facultés Catholiques de Kinshasa (actuellement Université catholique du Congo), 1998 ;

- Licencié en droit de l'Université de Kinshasa (option droit international et relations internationales), 1995.

- **Résumé des qualifications professionnelles**

- **Champ de recherches**

- Droit international public général (en particulier : réglementation du recours à la force, règlement pacifique des différends ; responsabilité internationale ; etc.) ;

- Droit des conflits armés ;

- Droit de l'intégration économique en Afrique ;

- Relations internationales africaines ;

- Théorie du droit et philosophie du droit (conceptualisation du « criticisme juridique »).

- **Enseignements dispensés en tant que professeur à l'Université de Kinshasa et dans plusieurs autres Universités de la République démocratique du Congo depuis 2010 :**

- droit international public (Université de Kinshasa ; Université de Goma) ;

- droit des Organisations internationales (Université de Goma ; Université de Kikwit ; Université William Booth de Kinshasa ; Université du Kasai) ;

- droit international humanitaire (Université de Kinshasa ; Université de Kikwit ; Université de Goma ; Université de Matadi) ;

- relations internationales africaines (Université de Goma) ;

- droit communautaire africain (Université de Goma) ;

- philosophie du droit (Université de Kinshasa) ;

- déontologie des avocats et magistrats (Université de Kinshasa) ;

- droit de la sécurité internationale (Université du Kasai ; Université de Goma) ;

- droit fiscal général (Université de Kikwit ; Université de Goma) ;

- droit fiscal international (Université de Kikwit ; Université de Goma) ;

- méthodologie de la recherche en droit international (Université de Kinshasa) ;

- droit de la coopération internationale (Université de Kikwit).

- **Professeur invité comme Expert à la Faculté de droit et de criminologie de**

l'Université Libre de Bruxelles, depuis 2020 :

- Direction des travaux de fin d'études en droit international ;
- Participation à des jurys d'évaluation des travaux de fin d'études en droit international.
- **Direction et encadrement des thèses en droit international**
- En tant que directeur de thèse :
- M. Christian Tshiamala wa Tshiamala, *De l'exercice par la Cour pénale internationale de sa compétence répressive dans le contexte du développement de l'ordre environnemental international. Vers un nouveau paradigme écologique*.
- M. Sylvain Lumu Mbaya, *Le droit des élections démocratiques dans le contexte africain. Esquisse des enjeux et perspectives à l'aune des expériences comparées*.
- M. Roger Mvita, *La notion de « autres actes inhumains » envisagée au regard du principe de la légalité des délits et des peines*.
- M. Phuati Nsuami Rigobert, *Cour pénale internationale : des critères de recevabilité à la réalité juridique congolaise*, thèse en co-tutelle entre l'Université libre de Belgique et l'Université de Kinshasa.
- En tant que membre du comité d'encadrement :
- M. Bokona Wiipa Bondjali François, *Pour un nouveau paradigme de gouvernance des eaux du bassin du Congo. Contribution à la réflexion sur la requalification de l'hydro-solidarité et ses implications en droit international*.
- M. Minaku Ndjalandjoko Aubin, *À la recherche d'un mécanisme efficient de poursuite et de répression des crimes internationaux perpétrés en RDC*.
- M. Zangisi, *Le délai raisonnable en procédure civile congolaise*.
- M. Mukolo Nkokesha Jean-Paul, *Justiciabilité des droits économiques et sociaux dans le contexte Africain des systèmes de protection des droits de l'homme en République Sud-Africaine et en République démocratique du Congo*.
- M. Masamanki Iziri Espoir, *Réflexions sur les conditions d'opérationnalisation de la répression du crime d'agression par les juridictions pénales étatiques*.
- Mme Mubadi Engo Marie Bernard, *Impératif du renouveau paradigmatique en vue d'un système efficient de protection des enfants en droit congolais*.

- Participation aux jurys :

- M. Bokona Wiipa Bondjali François, *Pour un nouveau paradigme de gouvernance des eaux du bassin du Congo. Contribution à la réflexion sur la requalification de l'hydro-solidarité et ses implications en droit international*, Université de Kinshasa, faculté de droit, 2018, (président du jury).

- M. Tshizubu Kazadi Claver, *Contribution à l'efficacité des règles de droit foncier en RDC : pour une gestion cohérente du sol et de ses ressources*, (secrétaire du jury).

- Samba Mukiramfi, *Le recours à la force dans le cadre de la brigade d'intervention en République démocratique du Congo entre imposition de la paix et maintien de la paix "robuste"*, (président du jury).

- Okitonembo Laurent, *La stabilité juridique dans les contrats d'État au regard du droit international. Une étude à la lumière de l'ordre public congolais*, (président du jury).

- Camille Ngoma, *La représentation pondérée des États dans les organisations interafricaines : cas des institutions de gestion des ressources en eau transfrontalières du bassin du Congo* (président du jury).

- **Divers prix de mérite en droit international, dont notamment :**

- Lauréat du Concours de procès simulé en droit international Charles-Rousseau – Montréal 2001 ;

- Lauréat du Prix Wolters sur le droit international et le terrorisme – Barreau de Bruxelles, 2006.

- **Expertise**

- Avocat au Barreau de Kinshasa/Gombe (R.D.C.) depuis 1998 ;

- Avocat au barreau de Bruxelles depuis 2009 ;

- Manager général de Eureka Law Firm, Société civile professionnelle d'avocats – ELF-SCPA depuis 2019 ;

- Avocat-conseil faisant partie de l'équipe de rédaction du Mémoire de la République démocratique du Congo dans l'*Affaire des Activités armées sur le territoire du Congo* devant la Cour internationale de Justice, (2ème phase – Réparations), RDC c/ Ouganda, de 2015 à 2017 ;

- Co-agent et avocat-conseil de la République démocratique dans l'affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo* devant la Cour internationale de Justice,

(2ème phase – Réparations), RDC c/Ouganda, depuis décembre 2020 ;

- Expert chargé par le CICR de la formation des enseignants du droit international humanitaire en République Centrafricaine, Bangui (RCA), septembre 2018 ;

- Ancien séminariste de la *Commission du droit international* (CDI) des Nations-Unies, Genève, 2001 ;

- Ancien séminariste de *Geneva International Peace Research Institute* (GIPRI), Genève, juillet 2004 ;

- Chercheur au Centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles, de 2002 à 2008 ;

- Représentant du Gouvernement de la République démocratique du Congo à la 56ème session de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève, avril 1999.

- **Activités de recherche et publications**

- **<u>Ouvrages</u>**

- <u>déjà parus</u>

- *Du droit à l'économie et de l'économie au droit. Retour sur certains pans de l'engagement du Doyen Grégoire Bakandeja dans la pratique du droit*, (avec Jean-Paul Segihobe, (dir.), Bruxelles, Bruylant, collection Droit/Économie internationale, 2019, 714 p. ;

- *La responsabilité du juriste face aux manifestations de la crise dans la société contemporaine. Un Regard croisé autour de la pratique du droit par le professeur Auguste Mampuya*, (sous la dir.), Bruxelles, Bruylant, collection de droit international, 2018, 1084 p. ;

- *Bréviaire de l'avocat congolais. Instruments juridiques internationaux – Dispositions à caractère constitutionnel – Législation-cadre et Règlements – Décisions de principe des organes ordinaux*, (avec Jean-Paul Mwanza Kambongo et Jean-Jacques Tshiamala wa Tshiamala, (dir.)), 1ère éd., Kinshasa, MédiasPaul, 2017, 578 p. ;

- *Des actes et des paroles en l'honneur de l'éméritat du professeur Auguste Mampuya K. T.*, (dir.), Publications du Centre d'études en règlement des différends internationaux en Afrique – CERDIA, Kinshasa, Ed. MédiasPaul, 2017, 144 p. ;

- *Enjeux et défis de la justice pénale internationale à la lumière des conflits armés en*

Afrique. Actes de la matinée scientifique organisée dans la salle des promotions de l'Université de Kinshasa, samedi 23 août 2014, (dir.), Publications du Centre d'études en règlement des différends internationaux en Afrique – CERDIA, Kinshasa, 2014, 110 p..

- sous édition

- Ivon Mingashang et Fidèle Zegbe, (dir.), *Introduction au débat sur la méthodologie de recherche en sciences juridiques*, (chez Larcier), 2021 ;

- Jean-Paul Segihobe et Ivon Mingashang, (dir.), *Le droit pénal entre douleur et enchantement dans le contexte contemporain. Liber amicorum doyen Raphaël Nyabirungu*, (chez Bruylant, 2021).

- à paraître

- *La déconstruction du discours des évidences sur le processus d'intégration économique en Afrique. Débat et perspectives sur les enjeux sur la croissance du continent* ;

- *Théorie et pratique sur le pouvoir du Parlement congolais dans le processus d'engagement juridique de l'État au plan international* ;

- *Principaux aspects du droit international applicable au contexte des conflits armés. État du droit positif et de nouvelles tendances* ;

- *L'impensé du discours sur la crise de l'État moderne en Afrique à l'aune de la grammaire plurielle de ses éléments constitutifs* ;

- *Principes et règles de la fiscalité applicables au régime d'imposition en droit congolais. Essai d'élucidation de la logique et paradoxes internes au système ;*

- *Le vrai visage du discours juridique contemporain au miroir de la critique philosophique* ;

- *Les acteurs du rituel judiciaire en situation. Essai d'approche herméneutique sur de règles et usages de la profession d'avocats en R. D. Congo* ;

- *Les relations internationales africaines*.

- **Articles et contributions**

- déjà parus

- « Belligérant », « Crime de guerre », « État », in Valere Ndior, *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, respectivement aux pp. 81-83, pp.

157-159, pp. 232-234 ;

- « Democratic Republic of Congo », in Julien Fouret (ed.), *Enforcement of Investment Treaty Arbitration Awards*, Second Edition, *Globe Law and Business*, 2020, pp. 295-316, (avec Guy-Prosper Djuma Bilali Lokema et Jean-Paul Mwanza Kambongo) ;

- « L'évaluation critique du cadre juridique applicable à l'impératif de la lutte contre les manipulations climatopiques en temps de guerre », in Daniel Dormoy et Camille Kuyu (dir.), *Droit(s) et changements climatiques*, Les éditions du Net, 2020, pp. 181-213 ;

- « Le mirage conceptuel du discours sur la croissance économique à travers les tentatives de réforme du système fiscal congolais », in Ivon Mingashang et Jean-Paul Segihobe, (dir.), *Du droit à l'économie et de l'économie au droit. Retour sur certains pans de l'engagement du Doyen Grégoire Bakandeja dans la pratique du droit*, collection Droit/Économie internationale, Bruxelles, Bruylant, 2019, pp. 275-336 ;

- « Essai de réflexion théorique sur les enjeux et perspectives inhérents à la crise du modèle étatique westphalien au tournant de la post-modernité », in Ivon Mingashang, *La responsabilité du juriste face aux manifestations de la crise dans la société contemporaine. Un Regard croisé autour de la pratique du droit par le professeur Auguste Mampuya*, Bruxelles, Bruylant, collection de droit international, 2018, pp. 97-147 ;

- « Pour un renouveau du discours juridique dans un ''monde cassé'' ! », in Ivon Mingashang, *La responsabilité du juriste face aux manifestations de la crise dans la société contemporaine. Un Regard croisé autour de la pratique du droit par le professeur Auguste Mampuya*, Bruxelles, Bruylant, collection de droit international, 2018, pp. 1-7 ;

- « L'immigration dans le contexte de la mondialisation peut-elle contribuer au vrai dialogue de cultures ? », in Anne Boerger et al., (dir.), *Transferts des savoirs, savoirs des pratiques. Production et mobilisation des savoirs pour une communauté inclusive*, Laval, Presses universitaires de Laval, 2014, pp. 69-98 ;

- « La mobilisation de l'argument du procès équitable dans le cadre d'une défense devant les cours et tribunaux congolais », séminaire de formation des avocats dans le cadre du Programme d'Appui à la Réforme de la Justice de l'UE (PARJ), 29 avril 2014, remanié et publié comme article scientifique in *La Grande Bibliothèque du Droit*, novembre 2014, en ligne, http://www.lagbd.org/index.php/La_mobilisation_de_l%27argument_du_proc%C3%A8s_%C3%A9quitable_dans_le_cadre_d%27une_d%C3%A9fense_devant_les_cours_et_tribunaux_congolais_(int)_(cd) ;

- « La réception du modèle sémiotique de narrativité dans le champ de la théorie

contemporaine du droit », in F. Mabasi, (éd.), *Philosophie et espérance. La Transcendance au cœur de l'espérance humaine. Mélanges offerts au professeur émérite Abbé Hippolite Ngimbi Nseka*, Kinshasa, UCC., 2013, pp. 449-460 ;

- « De la juridicisation du politique à travers la réception du paradigme de l'État de droit dans les constitutions africaines. Cas de la République démocratique du Congo », in *Cahiers Africains des Droits de l'homme et de la Démocratie*, 17ème année, n° 039, vol. I, juin-avril 2013, pp. 19-41 ;

- « La liberté de circulation des personnes sur le plan international à la croisée des chemins entre les acquis de la mondialisation et les contraintes de la souveraineté étatique », in Gérard Azoulay et al. (dir.), *Mobilités et migrations : Figures et enjeux contemporains. Pluralité des regards et des disciplines*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp. 205-220 ;

- « Les contraintes épistémologiques inhérentes à la conception de l'État de droit en tant que paradigme constitutif de la démocratie contemporaine », in *Cahiers Africains des Droits de l'homme et de la Démocratie*, 16ème année, n° 036, vol. 1, juillet-septembre 2012 ;

- « Heurs et mal-heurs du droit international à la lumière de la crise sécuritaire en R.D.C. (Première partie) », in Greg Basue Babu Kazadi (dir.), *Le droit international à l'épreuve des enjeux sécuritaires en République démocratique du Congo. Actes des Journées scientifiques du Département de droit international public et relations internationales de la faculté de droit de l'Université de Kinshasa*, 3 et 4 décembre 2010, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 2012.

- <u>à paraître</u>

- « Des ombres et lumières sur le débat méthodologique en sciences du droit », in Ivon Mingashang et Fidèle Zegbe Zegs, *Introduction au débat sur la méthodologie de recherche en sciences juridiques* (à paraître en 2021 chez Larcier) ;

- « Verses et controverses autour de l'im-probable *école pénale* de Kinshasa ou l'art de faire prendre des vessies pour des lanternes », in Jean-Paul Segihobe Bigira et Ivon Mingashang, *Le droit pénal entre douleur et enchantement dans le contexte contemporain*, *Liber amicorum Doyen Raphaël Nyabirungu mwene Songa*, (à paraître en 2021 chez Larcier) ;

- « Progrès et crise des concepts fondamentaux du droit international humanitaire au regard de manifestations contemporaines de la violence armée dans le temps » ;

- « L'implication du militaire dans la mise en œuvre du DIH » ;

- « A propos de l'articulation entre le *jus ad bellum* et le *jus in bello* en droit

contemporain. Quelques éléments de clarification du débat » ;

- « L'effort de guerre et son implication sur la protection de la population civile dans le contexte de violence armée » ;

- Défis et perspectives de ré-enchantement du processus d'intégration économique en Afrique à travers l'institution de la Zlecaf ».

- **Travaux dirigés**

- *L'actualité de l'affaire de la* Caroline *en droit international public. La doctrine de la légitime défense préventive en procès*, Thèse de doctorat, ULB, 2008 (sous la direction du professeur Olivier Corten) ;

- *La conception de l'État démocratique contemporain dans la pensée de Jürgen Habermas*, Mémoire de mastère en Théorie du droit, Académie européenne de théorie du droit, Bruxelles, 2009 (sous la direction du professeur François Ost) ;

- *L'affaire de la* Caroline *(1837) revisitée dans le contexte de la lutte contre le terrorisme international*, Mémoire de D.E.A., ULB, 2002-2003 (sous la direction du professeur Olivier Corten).

- **Communications/Conférences**

- « Les apories du juridisme classique face aux défis posés par la pratique contemporaine de la piraterie en Afrique », in RFDI, *Le droit international et les nouveaux visages de la piraterie*, 14ème colloque annuel du *Réseau francophone de droit international*, 29 avril 2017, Cotonou, Université D'Abomey-Calavy, (à paraître) ;

- « La représentation du discours sur la justice pénale internationale dans l'imaginaire de l'homme africain », communication au colloque sur *Le Statut de la CPI à 20 ans : Approches critiques et interdisciplinaires*, organisé par le Centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles, « Panel 3 : Perception(s) et réception/Perception(s) and Reception » animé par Marie-Laurence Hébert-Dolbec, Vaios Koutroulis, Damien Scalia, 2 et 4 décembre 2018, in *e-legal, Revue de droit et de criminologie de l'ULB,* Volume n°3, avril 2019, mis en ligne sur http://e-legal.ulb.be/volume-n03/debats-2/panel-3-perception-s-et-reception-perception-s-and-reception, « Débats », février 2020 ;

- Conférence sur le *Droit international humanitaire et situation de guerre en République démocratique du Congo*, organisée conjointement par le Centre d'études en règlement des différends internationaux en Afrique – CERDIA, le Centre de recherches pour la promotion et la protection des droits de l'homme en Afrique centrale – CRIDHAC et la Représentation à Kinshasa du Comité international de la

Croix-Rouge – CICR/RDC, Université de Kinshasa, novembre 2014 ;

- « Propos introductif à la matinée scientifique » sur *Les enjeux et défis de la justice pénale internationale à la lumière des conflits armés en Afrique*, animée par les professeurs Éric David (Université Libre de Bruxelles) et Raphaël Nyabirungu Mwene Songa (Université de Kinshasa), organisée par Centre d'études en règlement des différends internationaux en Afrique – CERDIA, en collaboration avec la Représentation de la Cour pénale internationale à Kinshasa, Université de Kinshasa, 23 août 2014.

- **Autres activités relevant de la pratique du droit international**

- Participation et/ou intervention à plusieurs conférences et colloques sur le droit international, notamment à Pretoria (RSA), Bruxelles (Belgique), Paris (France), Bucarest (Roumanie), Genève (Suisse), Alberta, Montréal (Canada), Bangui (RCA) ; Cotonou (Benin), etc. ;

- Membre du Comité scientifique de *Military Law and the Law of War Review*, depuis 2020 ;

- Membre de l'Institut Euro-africain de droit économique, INEADEC en sigle, depuis décembre 2019 ;

- Directeur exécutif et membre co-fondateur du Centre d'études en règlement des différends internationaux en Afrique, (CERDIA), affilié à la faculté de droit de l'Université de Kinshasa depuis 2011 ;

- Membre du Comité de lecture de la *Revue québécoise de droit international* (RQDI), depuis 2010 ;

- Membre du Comité scientifique de la *Revue belge de droit international* (RBDI), depuis 2010 ;

- Membre du Conseil d'administration du Réseau francophone de droit international (RFDI), depuis 2009 ;

- Membre de la Société française pour le droit international (SFDI), depuis 2008 ;

- Membre associé du Centre de droit international et de sociologie appliquée au droit international de l'Université libre de Bruxelles depuis 2008 ;

- Membre du comité de rédaction de la *Revue de droit africain*, en sigle RDA, (publiée à Bruxelles), depuis 2008 ;

- Membre du Conseil d'administration de « Recherches et documentation juridiques africaines », depuis 2008.

- **Activités de consultance**

- Action Contre l'Impunité pour les Droits de l'Homme – ACIDH :

  Évaluation des critères relatifs à l'exigence d'un procès équitable dans le cadre des procédures judiciaires initiées contre certains représentants des Mouvements citoyens, défenseurs des droits de l'homme et militants des partis politiques de l'opposition en République démocratique du Congo. Étude réalisée sur la période allant de 2016-2019, mai 2020.

- Institut Alternatives et Initiatives Citoyennes pour la Gouvernance Démocratique – I-AICGD :

  Guide du Parlementaire congolais, tome 1 : *La fonction parlementaire*, Législature 2019-2024, 1ère édition, 2020, 88 p.

  Guide du Parlementaire congolais, tome 2 : *Recueil des textes*, Législature 2019-2024, 1ère édition, 2020, 461 p.

- Comité international de la Croix-Rouge – CICR :

  Actualisation de l'étude du CICR sur le droit international coutumier, décembre 2018.

- Programme des Nations Unies pour le Développement – PNUD :

  L'utilisation de la technique de plaidoirie à des fins stratégiques dans le cadre d'un procès en matière des crimes de droit international, Séminaire de formation des avocats sur l'assistance judiciaire en matière des crimes graves, organisé par le Programme des Nations Unies pour le développement –PNUD, Kindu, 11-15 avril 2014.

- Assemblée nationale de la RDC :

  État des lieux et perspectives de la réforme de l'adoption internationale du point de vue de la République démocratique du Congo, consultation à l'intention du Bureau de l'Assemblée nationale, 15 septembre 2015 ;

  Les effets de réserves à un traité bilatéral du point de vue du droit international et de l'ordre juridique congolais, consultation à l'intention du Bureau de l'Assemblée nationale, 2013.

- National Democratic Institute (NDI) RDC :

  L'administration de la preuve dans le cadre du contentieux électoral, Séminaire de formation sur le renforcement des capacités sur le contentieux

électoral, organisé par National Democratic Institute (NDI) à l'intention des partis politiques, Kinshasa, 27-28 septembre 2018 ;

Facilitation et animation de deux sessions de formation à l'intention des administrateurs électoraux des regroupements et partis politiques, organisées par National Democratic Institute (NDI) à l'intention des partis politiques, à Goma (Nord-Kivu), 11-18 juin 2018.

- Avocats Sans Frontières – ASF :

La constitutionnalité du « projet » de loi portant protection des défenseurs des droits de l'homme en République démocratique du Congo, Avis juridique donné à la demande du Comité de suivi des stratégies nationales de protection des défenseurs des droits humains en RDC, Mars 2015.

- Cabinet d'avocats Liedekerke (Belgique) :

La validité de la procédure relative à l'expression du consentement à être lié par la République démocratique du Congo à l'Accord en vue de la création de la Banque Africaine d'Import-Export (« AFREXIMBANK ») signé à Abidjan le 8 mai 1993, novembre 2018.

- Ministère de l'Intérieur, décentralisation et affaires coutumières de RDC :

Mémorandum relatif aux conséquences juridiques, politiques et diplomatiques des expulsions des citoyens de la RDC du Congo-Brazza-ville : Indications d'ordre méthodologique à l'intention de la future Commission mixte d'enquête sur les allégations des violations des droits de l'homme ayant émaillé les opérations d'expulsion de la République du Congo des ressortissants de la RDC, Avis juridique donné à la demande du Ministère de l'Intérieur, décentralisation et affaires coutumières de RDC, septembre 2014.

- **Fonctions exercées**

- **Dans le domaine académique et scientifique**

- Chef du Département de droit international & relations internationales, faculté de droit, Université de Kinshasa, depuis 2018 ;

- Secrétaire en charge de l'Enseignement du Département de droit international public & Relations internationales, faculté de droit, Université de Kinshasa, de 2015 à 2018 ;

- Doyen de la faculté de droit de l'Université de Goma (RDC) de 2011 à 2015 ;

- Enseignant du cours de français juridique (introduction générale à l'étude du droit) à *Hogeschool – Universiteit Brussel* (2009) ;

- Assistant à la faculté de droit de l'Université de Kinshasa de 1996 à 2000.

- **Dans les institutions autres que scientifiques et universitaires**

- Membre du Conseil d'Administration de la COMINIERE S.A. (ex ZAIRE -ETAIN), depuis mars 2020 ;

- Directeur général du *Centre de recherche en sciences humaines*, en sigle CRESH, institution de recherche relevant du Ministère de la Recherche scientifique et Innovations technologiques de la RDC, depuis mars 2020 ;

- Directeur de Cabinet du Ministre de la Coopération internationale, en 2018 ;

- Conseiller au Ministère des droits humains (RDC) de 1998 à 2000 ;

- Expert-juriste au département de la Planification de la Commission Nationale de l'Énergie, Ministère de l'énergie (RDC) de 1996 à 1997.

- **Passe-temps favoris :**

- Lectures et méditations contemplatives ;
- marches à pieds.

- **Langues de travail**

- Français ;
- Anglais ;
- Langues nationales congolaises.

Fait à Kinshasa, le 22 mars 2021

Ivon Mingashang